

Entretien avec Xenya Scanlon : Urgence et solutions pour la lutte contre la désertification

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, Xenya Scanlon, cheffe de la communication, des relations extérieures et des partenariats de la CNULCD, partage ses réflexions sur les défis et les solutions liés à la dégradation des terres.



Xenya Scanlon, Cheffe de la Communication CNULCD

Célébrer cette journée aujourd'hui signifie reconnaître l'urgence et l'ampleur des défis liés à la dégradation des terres. Près de la moitié de la planète et presque la moitié de la population mondiale sont déjà affectées par ces fléaux.

Cela pèse le plus souvent sur les plus vulnérables, notamment les petits agriculteurs, les femmes et les peuples autochtones. Pour donner une idée de l'ampleur de la perte des terres saines, chaque année nous perdons à peu près 100 millions d'hectares de terres à la dégradation, ce qui correspond plus ou moins à la superficie de l'Égypte ou de la Mauritanie. C'est un objectif d'une urgence extrême.

Aujourd'hui marque également le 30^e anniversaire de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ce traité historique et crucial est essentiel non seulement pour le monde, mais aussi pour le continent africain. L'Afrique a été un des porteurs de cette convention à l'échelle internationale et en a été un des plus grands champions. Bien sûr, l'Afrique n'est pas épargnée par les phénomènes de sécheresse, de dégradation des terres et de désertification, mais elle propose également des solutions applicables sur le continent et à travers le monde.

Cependant, de nombreux défis subsistent. Premièrement, les contextes difficiles auxquels sont confrontés plusieurs pays, ainsi que les phénomènes de pauvreté et d'insécurité alimentaire très prononcés en Afrique, compliquent la lutte contre la désertification. Par exemple, environ 65% des terres arables du continent ont déjà été soumises à la désertification, ce qui crée une urgence d'agir en Afrique et ailleurs.

Malgré ces défis, l'Afrique a déjà mis en place de nombreuses initiatives, notamment l'une des plus grandes initiatives mondiales : la Grande Muraille Verte. Ce projet ambitieux vise à reboiser et restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Onze pays sont impliqués et cette

initiative en inspire d'autres au-delà de la région sahélienne. Nous sommes impatients de voir les résultats de ces projets aboutir à notre vision d'un monde où non seulement nous mettons fin à la dégradation des terres, mais où nous restaurons également les terres et notre patrimoine naturel.

Le thème de cette journée, cette année, « Unis pour les terres, notre héritage, notre avenir », est un pont entre les générations, une opportunité de s'unir pour l'avenir de nos terres. La restauration des terres contribue aux initiatives contre le changement climatique et cible la perte de biodiversité. En restaurant nos terres, nous faisons progresser les objectifs mondiaux et bien d'autres objectifs de développement durable.

D'ici 2050, la population mondiale atteindra 10 milliards d'habitants, et beaucoup auront besoin de ressources naturelles, notamment de terres saines. Ce que nous investissons aujourd'hui, c'est pour notre avenir. Des études montrent que chaque dollar investi dans la restauration des terres rapporte environ 30 dollars en bénéfices économiques et sociaux. Cela souligne l'importance de ces investissements.

Xenya Scanlon souligne également l'importance de la jeunesse africaine en tant qu'acteur majeur du changement dans notre effort collectif pour restaurer les terres et renforcer la résilience à la sécheresse. 70% de la population du continent africain a moins de 30 ans. C'est une génération qui peut contribuer de manière très constructive à notre défi collectif. En s'unissant pour l'avenir de notre terre, nous pouvons également créer des emplois pour les jeunes, améliorer la situation de l'exode rural, et répondre à de nombreuses préoccupations actuelles de nos sociétés.

La Journée mondiale de la lutte contre la désertification nous rappelle donc l'ampleur des défis à relever, mais aussi l'urgence d'agir pour préserver notre patrimoine naturel pour les générations futures.

La transmission du VIH de la mère à l'enfant reste une préoccupation majeure en Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans ces régions, un nombre croissant d'enfants naissent de mères qui ne sont pas sous traitement antirétroviral (ARV), aggravant ainsi la situation sanitaire. Pour sensibiliser les journalistes sur ce sujet, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire le vendredi 14 juin 2024, intitulé « Élimination de la transmission mère-enfant du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre : et si on en parlait ». Cet événement a été animé par deux experts de renom : Dr Fodé Simaga, directeur de la science, des services et des systèmes pour tous à l'ONUSIDA à Genève, et Dr Éric Verschueren, directeur pays de l'ONUSIDA pour le Bénin et le Togo.

Megan Valère SOSSOU

S'adapter à la désertification en Afrique : Une perspective critique sur

Les approches conventionnelles

Les perceptions de la désertification en Afrique suscitent des controverses. Les Experts scientifiques Emmanuel Chauvin, Pierre Hiernaux et Christine Raimond l'ont exprimé dans un document paru en cette année 2024 dans la collection Enjeux Sciences. Des réflexions qui soutiennent que les visions de la désertification, ses causes et ses effets varient considérablement en fonction des acteurs qui l'abordent. En Afrique par exemple, les trois experts ont mis en lumière le fait que le concept de désertification est souvent une construction coloniale, mal compris sur le plan écologique et lié aux systèmes d'activités rurales.



L'analyse scientifique de cette construction a été réalisée, mais elle est parfois adoptée sans discernement par les États postcoloniaux et les acteurs internationaux. Ces derniers utilisent souvent la désertification pour justifier leurs actions dans les domaines de l'environnement et du développement.

A les croire, les théories attribuant principalement la désertification à des causes anthropiques sont persistantes. Elles mettent la responsabilité de la dégradation des sols sur

les pratiques agro-sylvo-pastorales, telles que la surexploitation, l'itinérance des cultures, l'élevage pastoral transhumant et les feux de brousse. Ces idées orientent souvent les mesures proposées pour prévenir ou remédier à la désertification, comme la sédentarisation des éleveurs, la fixation des activités agropastorales et le reboisement, impliquant parfois l'exclusion de populations et la réduction des droits d'accès.

Cependant, les sociétés rurales et urbaines vivant dans ces régions ont développé des adaptations séculaires aux climats arides, semi-arides et subhumides secs. Ces adaptations sont souvent en contradiction avec les approches préconisées par les projets de développement pour contrer la désertification.

Les écosystèmes de ces régions se sont formés en réponse à une contrainte hydrique majeure et saisonnière, associée à des températures élevées. Les pluies, survenues pendant la période où les jours sont les plus longs et les températures élevées, sont un avantage pour la végétation et l'agriculture. La variabilité dans la distribution des pluies, du ruissellement et de l'écoulement de subsurface, ainsi que la diversité de la fertilité biochimique des sols, expliquent la répartition hétérogène de la végétation et de ses productions.

Face à la rareté et à la variabilité des ressources, les sociétés africaines ont développé des adaptations diverses, articulées autour de cinq principes : l'exploitation extensive des ressources, la mobilité et la migration, la multiactivité des exploitations, la multifonctionnalité des espaces et les complémentarités régionales entre zones agroécologiques contrastées reposant sur les flux de produits.

Cette perspective remet en question les approches conventionnelles et souligne l'importance de comprendre les adaptations locales pour élaborer des stratégies efficaces contre la désertification en Afrique. La reconnaissance de la richesse des connaissances autochtones et des pratiques

traditionnelles peut offrir des solutions plus durables et respectueuses de l'environnement ont-ils écrit.

Megan Valère SOSSOU

Dégradation des terres en Afrique: l'agriculture de conservation comme bouclier

L'Afrique, qui détient 60% des terres non cultivées dans le monde, se trouve confrontée à une réalité alarmante. Selon les données de Fara Africa, 65% de ces terres sont déjà dégradées, entravant ainsi la productivité agricole. Les chiffres de la Banque mondiale révèlent une statistique particulièrement préoccupante : chaque année, 50 millions de couches arables du sol disparaissent en raison de l'érosion en Afrique.



Cette constatation met en évidence la disparition progressive et totale de la fertilité des terres agricoles sur le continent africain. Malgré les efforts déployés par les organisations non gouvernementales et les gouvernements, la dégradation des terres agricoles persiste de manière critique. De nombreuses tentatives de solutions ont échoué en raison des exigences du marché de la consommation.

L'une des solutions les plus appropriées pour lutter contre ce phénomène est l'agriculture de conservation. Elle repose sur trois principes fondamentaux : la réduction du travail du sol, la couverture du sol et la rotation diversifiée des cultures. Selon le directeur de recherche en agronomie systémique au centre INRAE Occitanie-Toulouse, ces trois piliers sont essentiels pour faire de l'agriculture de conservation un moyen efficace de préserver la fertilité des sols.

Ces trois piliers clés de l'agriculture de conservation offrent des méthodes pratiques et avantageuses pour contrer la

crise liée à la dégradation des terres arables. Tout d'abord, le premier principe de cette agriculture, qui consiste à réduire ou à abandonner le travail du sol, nécessite une pause temporaire de la production agricole sur les terres. Les agriculteurs peuvent ainsi préparer leurs terres en laissant certaines parcelles en jachère pendant un certain temps avant de reprendre la production.

Le deuxième principe, la couverture du sol, implique l'utilisation de débris végétaux issus des récoltes pour recouvrir le sol. Au lieu de brûler ou de jeter ces résidus végétaux, ils servent de couverture, favorisant ainsi la production et la restitution de biomasse précieuse perdue au cours de la croissance végétale. Ces plantes de couverture se décomposent naturellement pour enrichir le sol, le préservant ainsi de la surexploitation.

La troisième méthode, la rotation des cultures, implique la diversification des cultures sur une même parcelle, soit d'une saison à l'autre, soit d'une année à l'autre. Cette approche oblige les agriculteurs à varier leurs cultures. Étant donné que différentes plantes ont des besoins nutritifs distincts, le choix des semences doit être sélectif et organisé. Certaines plantes prélèvent davantage d'azote, de magnésium, et de calcium du sol, tandis que d'autres les utilisent pour produire plus, compensant ainsi la quantité prélevée.

Il existe une multitude de plantes aux fonctions fertilisantes, telles que la consoude et le pissenlit, riches en potasse, azote, phosphore et calcium. L'achillée millefeuille, riche en potasse et soufre, ainsi que la camomille, riche en calcium, sont d'autres exemples. Ces plantes contribuent à la fertilisation des sols et à la prévention de leur acidification.

L'agriculture de conservation constitue l'une des nombreuses techniques visant à conserver la fertilité des sols pour les générations futures. Au-delà de ces méthodes de conservation,

les acteurs du secteur agricole doivent également éviter des pratiques nuisibles à la protection des terres, telles que l'utilisation de glyphosates, désormais reconnue comme une menace majeure pour l'écosystème. De même, les feux de brousse, utilisés comme moyen de nettoyage et de désherbage, perturbent également la fertilité des sols.

Il est impératif que l'Afrique adopte des pratiques agricoles durables pour préserver ses terres agricoles et assurer la sécurité alimentaire à long terme. L'agriculture de conservation offre un espoir dans cette lutte cruciale pour l'appauvrissement des terres, et son adoption généralisée est une étape nécessaire pour garantir un avenir prospère pour le continent.

Germain ALOZE (Stg)

Lutte contre la désertification au Bénin : le charbon écologique, une réponse innovante

Le Bénin fait face à un défi environnemental majeur : plus de 62 % de ses terres sont dégradées, principalement en raison de la fabrication massive de charbon de bois. Ce combustible, essentiel pour la cuisson des aliments dans les foyers béninois, contribue fortement à la déforestation. Face à ce constat alarmant, une solution innovante émerge : le charbon écologique.



Charbons écologiques

Oslyde Cham Glele Langanfin, étudiante en agronomie spécialisée en « industries bioressources », a choisi ARPY

REIGNS pour son stage de fin de formation. « Puisque je m'intéresse à la question environnementale, j'ai trouvé bon de venir ici parce que ça contribue non seulement à la valorisation des déchets, mais ce charbon permet aussi de lutter contre le changement climatique à travers l'atténuation de la déforestation. Je compte continuer sur cette lancée-là en trouvant des moyens plus innovants de faire du charbon écologique », explique la jeune étudiante.

Charbon Eco-Sika, une initiative prometteuse

À environ 25 km de Cotonou, une équipe de jeunes, de femmes et d'hommes, s'active pour changer les comportements face à la déforestation. À la tête de cette initiative se trouve Roland ADJOVI, promoteur de la start-up « charbon Eco-Sika ». Son objectif : créer des emplois pour les jeunes et élargir le cercle des défenseurs de l'environnement en fabriquant du charbon écologique.

« La désertification et la déforestation m'ont poussé à réfléchir à une solution pour réduire la pression sur nos forêts. Le charbon écologique est cette solution. Il remplace le charbon de bois traditionnel en utilisant des matières premières comme les feuilles de maïs, les tiges de maïs, les coques de coco, les peaux de bananes, et plus encore », explique Roland ADJOVI.

Processus de transformation du charbon écologique

Le processus commence par la collecte des matières premières, suivie de la carbonisation et du broyage. Ensuite, la matière broyée passe au mélangeur, où des éléments naturels sont ajoutés avant d'être compactée en briquettes. Ces briquettes sont ensuite séchées au soleil pendant trois jours. Avec un four, ce processus pourrait être réduit à deux heures.

Grâce à quelques appareils motorisés, l'équipe est passée de 250 kilogrammes à 1 voire 2 tonnes de production de charbon écologique par jour. « Il faut valoriser la jeunesse et

réduire le chômage. Nous sommes dans la lutte contre la déforestation, mais aussi dans le social. Montrer aux jeunes qu'ils peuvent entreprendre quelque chose pour s'en sortir est essentiel », souligne Roland ADJOVI.

Impact positif sur les consommateurs et l'environnement

Elisé Kpavode, un consommateur de charbon Eco-Sika, témoigne : « J'ai beaucoup apprécié ce charbon écologique. C'est plus économique. Par exemple, avec 100 francs CFA, je peux cuisiner beaucoup de choses, alors que j'aurais besoin de 250 francs CFA pour le charbon de bois traditionnel. De plus, cela participe à la protection de l'environnement et à la lutte contre le déboisement. »

Vers une préservation durable de la végétation

L'initiative de Roland ADJOVI et de son équipe représente un espoir pour la préservation de la végétation au Bénin. En continuant à promouvoir et à améliorer le charbon écologique, ils contribuent non seulement à la lutte contre la désertification, mais offrent également une alternative durable aux ménages béninois.

Cette approche innovante montre que, même dans des situations de dégradation environnementale sévère, des solutions existent. Le charbon écologique, en plus de protéger l'environnement, offre des opportunités économiques pour les jeunes et les communautés locales. En poursuivant sur cette voie, le Bénin peut espérer un avenir où la tradition de l'utilisation du charbon de bois ne compromettra plus ses ressources naturelles.

Megan Valère SOSSOU

Le cri de détresse de Antonio Guterres SG ONU à l'ouverture de la COP 15 Biodiversité à Montréal

« Il n'y a pas de planète B. C'est à nous de réparer le monde que nous avons » Antonio Guterres

A l'ouverture de la 15e Conférence des Parties (COP15) à la Convention sur la diversité biologique à Montréal, au Canada, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé mardi 06 décembre 2022 à arrêter la destruction de la nature et demandé aux participants de la conférence de s'entendre sur un cadre mondial de la biodiversité audacieux pour l'après-2020.



« Nous faisons la guerre à la nature », a dénoncé le chef de l'ONU dans un discours. « La déforestation et la désertification créent des friches d'écosystèmes autrefois florissants. Notre terre, notre eau et notre air sont empoisonnés par les produits chimiques et les pesticides, et étouffés par les plastiques ».

Selon lui, « notre dépendance aux combustibles fossiles a plongé notre climat dans le chaos ». « La production et la consommation non durables font monter en flèche les émissions et dégradent notre terre, notre mer et notre air », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a noté qu'aujourd'hui, « un tiers de toutes les terres sont dégradées, ce qui rend plus difficile de nourrir des populations croissantes ». « Les plantes, les mammifères, les oiseaux, les reptiles, les amphibiens, les poissons et les invertébrés sont tous à risque. Un million d'espèces sont au bord du gouffre », a-t-il ajouté. « La dégradation des océans accélère la destruction des récifs coralliens vitaux et d'autres écosystèmes marins – et affecte directement les communautés qui dépendent des océans pour leur subsistance ».

[« Nous traitons la nature comme des toilettes »](#)

Selon M. Guterres, « avec notre appétit sans fond pour une croissance économique incontrôlée et inégale, l'humanité est devenue une arme d'extinction massive ». « Nous traitons la nature comme des toilettes. Et finalement, nous nous suicidons par procuration », a-t-il martelé.

Face à cette situation, il estime que cette conférence est notre chance d'arrêter « cette orgie de destruction » et de « passer de la discorde à l'harmonie ».

Il a dit attendre rien de moins de cette réunion qu'un cadre mondial de la biodiversité audacieux pour l'après-2020, qui « repousse l'apocalypse de la biodiversité en s'attaquant de toute urgence à ses moteurs – changement d'utilisation des terres et des mers, surexploitation des espèces, changement climatique, pollution et espèces exogènes envahissantes ».

Il souhaite aussi que ce cadre « s'attaque aux causes profondes de cette destruction », notamment les subventions nuisibles, les investissements mal orientés, et les systèmes

alimentaires non durables.

Il souhaite aussi que l'accord soutienne d'autres accords mondiaux visant à protéger notre planète – de l'Accord de Paris sur le climat aux accords sur la dégradation des terres, les forêts, les océans, les produits chimiques et la pollution.

La conférence se tient du 7 au 19 décembre à Montréal. La première partie de la COP15 s'est tenue à Kunming, en Chine, en octobre de l'année dernière. Cette deuxième partie comprend la poursuite des négociations par les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB).

La Convention a été signée pour la première fois par 150 chefs de gouvernement lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Montréal est le siège du secrétariat de la CDB. Plus tôt dans la journée, le Secrétaire général a assisté à l'une des manifestations parallèles organisées par le Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité (Global Youth Biodiversity Network) et d'autres groupes de jeunes.

Lutte contre la désertification et la sécheresse: l'appel à une réponse urgente

La journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse a été instaurée le 17 juin 1992 à l'occasion de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification.

L'objectif de cette journée est de sensibiliser le grand public au sujet de la désertification et de la sécheresse.



En effet, la désertification est la dégradation des terres arides, semi-arides et sub humides sèches par suite de divers facteurs parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines, selon la Convention des Nations Unies sur la Désertification (CNUCLD).

La sécheresse, quant à elle, est un phénomène naturel qui se produit lorsque les précipitations sont inférieures au niveau normalement enregistré sur une longue période. Elle est un facteur aggravant la désertification.

La désertification affecte tous les continents habités et constitue une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire des plus de sept milliards de personnes dans le monde. Selon le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la désertification frappe environ 25 % de la surface terrestre, soit 3,6 milliards d'hectares.

Par ailleurs, les sécheresses ont touché 2,7 milliards de personnes dans le monde et causé 11,7 millions de décès entre 1900 et 2019, et pourraient toucher plus des 3/4 de la population mondiale d'ici à 2050, selon la CNUCLD.

Le Bénin, à l'instar des autres pays africains, n'y est pas épargné. On estime que 66 % du territoire national seraient

dégradés, dont 16 % des sols seraient extrêmement touchés par la dégradation. Selon un rapport du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (2017), on estime qu'approximativement 2,2 millions d'hectares de terres, soit 19 % du territoire national, se sont dégradés entre 2000 et 2010.

Les régions les plus touchées par la désertification au Bénin sont en majorité situées dans la partie septentrionale à travers les départements du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga. Il s'agit précisément des communes de Bembèrèkè, de Karimama, de Segbana, de Boukoumbé, de Cobly, de Tanguiéta et de Matéri. Par ailleurs, plusieurs autres communes du pays sont également touchées par le phénomène.

Il urge donc que des mesures efficaces soient prises pour limiter la dégradation des terres si nous voulons durablement assurer notre sécurité alimentaire qui dépend fortement des sols. C'est l'essence même des échanges entre acteurs à la 15e Conférence des parties tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Venance Ayébo TOSSOUKPE